

Voeu présenté par le groupe des élu-e-s Socialistes, Radicaux et Citoyens

Fermeture de l'abattoir de Blancafort

Le 24 octobre dernier, nous apprenions la fermeture totale dans quelques mois de l'abattoir de Blancafort, dans le Cher.

Cette annonce est une véritable catastrophe sociale et économique, d'abord pour les 119 salariés menacés de perdre leur emploi, pour les 44 agriculteurs et éleveurs qui trouvaient jusqu'à aujourd'hui des débouchés en proximité grâce à cet abattoir, mais également pour toute l'économie de cette commune d'un peu plus de 1000 habitants et d'un territoire rural tout autour.

Cette décision n'est que la démonstration de la stratégie de délocalisation du groupe. En effet, la société qui a fait ce choix de fermer l'abattoir de Blancafort vient, dans le même temps, d'acheter deux abattoirs en Pologne et en Allemagne.

A l'heure de la prise de conscience collective sur la souveraineté alimentaire, la transition écologique et la santé publique, toutes trois prônées par la Région Centre-Val de Loire depuis de nombreuses années, sa traduction concrète ne serait que l'optimisation des coûts de production dans une logique de marchés hors-sols.

Il est temps que l'Union Européenne applique en interne comme à l'internationale les ambitions annoncées dans son Pacte Vert et sa stratégie « De la ferme à la table ». Il y est décrit un modèle durable de production et de consommation, visant les 25% d'agriculture biologique et assurant la souveraineté de nos territoires favorisant la sécurité alimentaire. Nous en sommes encore loin.

La France a perdu près de 100 000 exploitations agricoles en 10 ans.

Les délocalisations, comme celle de l'abattoir de Blancafort, sont facilitées par l'absence de clauses miroirs et de protections sociales suffisantes dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne et participent à cette déprise. Tout comme ces accords internationaux allant à l'encontre des objectifs de développement durable que nous nous sommes fixés, qui obèrent de notre capacité à transformer en profondeur l'agriculture. C'est à ce titre que nous dénonçons l'Accord Economique Commercial Global avec le Canada (ou CETA) et le Traité de Libre-échange avec le MERCOSUR en cours de finalisation.

Afin d'assurer l'avenir de nos territoires ruraux, de nos capacités de production alimentaire et la robustesse des fermes, les politiques publiques doivent être cohérentes à tous les niveaux.

Face à cette crise sociale qui s'annonce dans le Cher, au danger que font peser de nouveaux accords de libre-échange mettant à mal nos efforts collectifs pour préserver notre agriculture, une mobilisation forte des acteurs locaux est nécessaire.

En conséquence, le Conseil régional Centre-Val de Loire, réuni en assemblée plénière le jeudi 7 novembre 2024 à Orléans :

- Affirme son opposition à la décision du groupe LDC de fermer le site de Blancafort
- Propose d'être « chef de fil » pour la recherche et l'émergence d'une solution pérenne afin de conserver cet abattoir essentiel et assurer la continuité du site
- Demande à la Préfète de Région de mobiliser les moyens de l'Etat en territoire pour garantir une situation de sortie favorable aux salariés de l'abattoir de Blancafort,

- Demande que soit installé un espace de dialogue régulier avec les éleveurs du territoire et les acteurs de la transformation agro-alimentaire, les collectivités, dont la Région, et l'Etat, pour assurer l'avenir du territoire et de la filière viande blanche,
- Interpelle les parlementaires européens ainsi que le gouvernement s'agissant des dangers majeurs que font peser ces traités de libre-échange.

Vœu adopté à l'unanimité